

Notre Assemblée générale du 26 février 2026 (suite)

Après l'intervention d'Alain, le débat s'engagea. Les interventions, nombreuses et avisées, portèrent tout d'abord sur l'actualité immédiate (la mort du militant d'extrême droite et les élections municipales). Face à ces événements, il nous incombe de ne pas tomber dans la violence et sortir de l'émotion. La montée de l'extrême droite, qui naît de la misère du peuple, n'est pas inéluctable, elle se combat en mettant en avant des propositions (CGT) « pour », sur nos lieux de vie. Nos luttes de l'an dernier ont permis de gagner sur l'abattement de 10 %, par exemple.

Beaucoup de questions sont venues sur la situation internationale et sur l'évolution du climat, mais aussi sur l'entreprise et les difficultés que les salariés rencontrent sur le lieu de travail, où le droit d'expression n'est pas toujours respecté et où la lutte des classes s'exprime avec force. Mais la CGT est une force qui compte dans le paysage.

A notre niveau, comment peser sur le débat public ? Il y a toujours la nécessité de s'informer, de pratiquer l'écoute entre nous, et même le débat contradictoire. Ensemble, nous pouvons élaborer des propositions revendicatives sur la santé, les transports, le droit à la mobilité, le droit à la culture, etc. Et bien sûr, participer aux mobilisations CGT, comme la manifestation des retraités prévue pour le 2 avril.

Qualité de la Vie Syndicale : Chafika a présenté l'activité de la section au cours de l'année 2025. En plus de notre Assemblée Générale, quatre réunions de syndiqués se sont tenues. Pour l'information des adhérents, notre journal de section Trait d'union, a été diffusé à quatre reprises. Le bureau de la section tient toujours une permanence tous les mardis matin.

La nouvelle donne des CSE (Comité Social et Economique) à la Poste éloigne les militants de leur lieu de travail et rend plus difficile le fonctionnement de notre syndicat. En ce qui concerne notre section des retraités, nous déplorons le peu d'investissement de nos adhérents. La participation aux réunions de syndiqués est en baisse depuis plusieurs années. Cependant le nombre des adhérents reste relativement constant.

Agnès nous a présenté le **Mouvement de la paix**, qui lutte contre la guerre, et en particulier pour le désarmement nucléaire. La guerre est antinomique avec l'épanouissement humain. Sommes-nous en pleine troisième guerre mondiale ? Que pouvons-nous contre la force et la violence ?

« Si tu veux la paix, prépare la paix. ». Nos camarades de la Loire sont attachés à maintenir les célébrations du 11 novembre et du 8 mai, qui sont mises à mal du fait de la disparition des associations.



A l'issue de l'AG, le nouveau bureau de la section a été élu. Il est composé de : Martine Chaillon, Chafika Hachaichi, Yveline Jacquet, Annie Passerat, Jean-Pierre Fini, Alain Quaglio, André Mallet, Gilles Darcq.

Il est fait appel à toutes les bonnes volontés pour le seconder et en particulier pour participer à la vie du syndicat FAPT du Rhône, dans une activité commune des actifs et des retraités.

Gilles (avec le concours de Georges)



TRAIT D'UNION

Bulletin édité par la Section CGT
des Retraités PTT du Rhône

AVRIL 2026 N°42

Edito

Lors des dernières élections municipales, il n'y a pas eu de vraie campagne, les questions sociales étaient absentes, le débat était centré sur les alliances, pas sur le contenu !

- Une abstention qui s'enracine : la moitié des Ouvriers/Employés n'a pas voté (et 1/3 des cadres) ! Ce n'est plus un incident ponctuel, ce sont des millions de travailleurs qui ne vont plus voter, ni aux élections politiques, ni aux élections professionnelles d'ailleurs.

- Il n'y a pas eu de raz de marée RN car les municipales sont structurellement plus dures pour eux mais la marée monte dangereusement. C'est une nouvelle alerte très sérieuse. Le RN obtient l'implantation locale qui lui faisait défaut pour gagner un groupe au Sénat et peut-être gagner les élections présidentielles : 70 villes, 3000 conseillers municipaux. Le vote RN se banalise dans tous les territoires, dans toutes les catégories de population. Une banalisation inédite avec « ni RN /ni LFI » de la part des macronistes et maintenant « Tout sauf LFI » de Retailleau et du patronat.

- La mobilisation des électeurs contre vents et marées a permis de belles victoires et démontre qu'il n'y a pas de fatalité à l'extrême-droite et à la régression sociale. Mais deux points sont très inquiétants :

- Une droite de moins en moins républicaine : Retailleau ouvre la porte à des alliances avec l'extrême-droite, et une grosse pression est organisée par Bolloré/Sterin et une partie du capital en ce sens. S'ils avaient fait alliance, ils auraient fait basculer de nombreuses villes, à commencer par Marseille !

- Une gauche incapable de faire des alliances y compris au 2ème tour, ou des alliances souvent inefficaces. Il est important pour les prochaines élections présidentielles que les forces de gauche s'unissent pour le progrès

social, il est important que le congrès confédéral en fasse une priorité en juin à Tours !

Pendant ce temps dans notre secteur d'activité, les salariés et les retraités sont pris à la gorge par l'augmentation des prix de l'essence, du gaz, de l'électricité et des produits de première nécessité qui explosent. Les salaires stagnent, le pouvoir d'achat s'effondre et la précarité s'installe dans tous les services. Aujourd'hui, beaucoup de postier.e.s, de salarié.e.s des différents groupes et de leurs sous-traitants n'ont plus les moyens de venir travailler. Entre plein d'essence, facture d'énergie et courses du quotidien, c'est la double peine : les agents paient pour travailler !

Les retraités sont aussi à la peine, de nombreuses femmes notamment touchent une pension bien trop faible pour pouvoir subvenir à leurs besoins, sur le logement, le transport, la mutuelle santé qui ne fait qu'augmenter, avec la suppression de trop nombreux remboursements par la sécurité sociale qui est attaquée depuis des années par les différents gouvernements successifs. Les besoins vitaux comme l'alimentation ne font qu'augmenter par rapport aux hausses de l'énergie et du transport. Ce 2 avril nous retraité.e.s devons être nombreux à manifester, nous avons un devoir moral pour dire non à la paupérisation de notre population d'anciens actifs.

L'excuse toute trouvée étant la faute à Trump avec sa guerre au Moyen Orient, mais en fait l'économie de guerre promise par Macron, nous mène droit vers une catastrophe sociale et environnementale. Les milliards donnés aux armées sont autant de revenus qui ne seront pas dispensés aux travailleurs, privés d'emplois et retraités. Mais nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne, les grandes entreprises du CAC 40 ont une nouvelle fois fait des bénéfices records, les quarante plus grands groupes français ont versé 107,5 milliards

Edito (suite)

d'euros à leurs actionnaires en 2025, soit une hausse de près de 55% en quatre ans. Cela va continuer en 2026, pour les groupes comme Total avec l'augmentation de l'énergie, comme Dassault avec ses ventes d'armes en croissance exponentielle, comme Renault avec là aussi un marché d'armes important pour fabriquer des drones notamment... Toutes ces armes pour tuer des enfants, des femmes, des hommes dans plus de 70 conflits

actuellement dans le monde, nous devons réagir et être de plus en plus nombreux pour défendre une paix juste et durable sur notre planète ! A la CGT nous sommes solidaires des peuples qui souffrent, nous voulons qu'ils vivent en liberté, et disposent de leur avenir !

Alain

Notre Assemblée générale du 26 février 2026

Le 26 février, à la maison du syndicat, nous étions une quarantaine. Parmi les invités, Martine Hervé représentait l'Union Fédérale des Retraités FAPT, Sébastien Soulier l'Union Régionale FAPT et Jacques Auffèves l'Union Syndicale des Retraités du Rhône. Alain Quaglio a introduit les débats.

Rapport introductif par Alain Quaglio, référent de la section : (extraits)

Le contexte international est marqué par le développement des guerres. La longue liste des conflits qui ensanglantent la planète est l'expression tragique des contradictions générées par le capitalisme mondialisé et un renouveau de l'impérialisme, avec un recul démocratique général.

Le génocide du peuple palestinien se poursuit. En Iran, depuis le 8 janvier 2026, le régime a tué au moins 30 000 personnes. Nous sommes aux côtés du peuple iranien qui se bat pour briser les chaînes de l'obscurantisme religieux, au côté des femmes opprimées, au côté des travailleurs et syndicalistes qui se battent pour leur liberté, pour avoir le droit de vivre.

Dans les Caraïbes, l'impérialisme américain maintient son criminel embargo sur Cuba, menace la Colombie et enlève le dirigeant du Vénézuéla.

Dans la zone Asie-Pacifique, les tensions s'accumulent entre intérêts chinois et états-unis, par alliés interposés, mais aussi de manière ouverte avec la guerre douanière ouverte par Trump.

En Afrique, dans la région des Grands Lacs, c'est le contrôle des ressources minières, notamment l'extraction de cobalt, qui est au cœur des guerres qui voient s'opposer, via des régimes et mouvements locaux, les intérêts chinois, russes et états-unis.

Enfin, la guerre d'invasion déclenchée par Poutine en Ukraine se poursuit, avec un bilan militaire et civil chaque jour plus lourd.

Maîtrise des terres rares et du pétrole, des débouchés maritimes, de la circulation des flux énergétiques, figurent parmi les principales questions en jeu. La production d'armement, avec ses retombées financières pour les complexes militaro-industriels, en est une autre. Le capitalisme se repaît de tout, particulièrement de la guerre.

Le renforcement mondial des mouvements et régimes d'extrême droite résulte du choix du Capital pour qui la guerre et le fascisme sont aujourd'hui les meilleurs instruments pour préserver sa domination.

Alors que la course aux armements bat son plein, la CGT s'honore de porter un modèle à contre-courant fondé sur la désescalade, la sortie de l'OTAN, la création d'un Pôle public national de défense rompant avec la marchandisation des armes, basé sur le contrôle démocratique de la production d'armement à des fins de défense. Le budget militaire de notre pays passera à plus de 57 milliards pour 2026...

A l'opposé, l'un des secteurs les plus gravement touchés par ce budget 2026 est celui de la santé : en tout, ce seraient environ 7,1 milliards d'euros d'économies qui seraient réalisées dans ce secteur, avec notamment une baisse des dépenses liées à l'assurance maladie. Nous le payons aujourd'hui avec l'augmentation des mutuelles comme la Mutuelle Générale. De multiples mesures seront prises en ce sens : doublement des franchises dans le dentaire et le transport médical, augmentation de la taxe sur les complémentaires de santé, baisse de la prise en charge de certaines affections de longue durée (ALD)...

Autre secteur gravement touché : celui de l'Éducation, avec la suppression de 4000 postes d'enseignants. Cette année encore, l'état diminue les dotations qu'il verse aux collectivités locales, alors que cet argent devrait compenser les dépenses dont il s'est débarrassé en les reportant sur ces collectivités.

Nos combats syndicaux en France sont de plus en plus connectés à ceux menés en Europe et dans le

monde. Ils nécessitent donc une prise en compte plus précise des enjeux internationaux et un travail de coopération plus étroit avec nos camarades d'Europe et des autres continents. La situation mondiale enfin est touchée de plein fouet par le défi environnemental et les effets en cascade du réchauffement climatique.

Les pertes de pouvoir d'achat continuent de s'aggraver pour les salariés et les retraités. Augmenter les salaires et les pensions est une urgence économique et une urgence sociale.

La CGT dresse un constat alarmant de l'évolution des plans de licenciement en France : 483 plans sociaux en 2025. Le Président des riches sert toujours la soupe aux patrons, lesquels sont totalement décomplexés et affichent leur mépris, proposant entre 0 % et 1 % dans les négociations salariales. Seules la mobilisation et la lutte des salariés stopperont cette dégringolade. Les nombreuses luttes sur les salaires dans nos professions posent des revendications urgentes, la reconnaissance des qualifications par exemple... A Orange France, il y a toujours un tiers des salariés qui n'ont pas eu de promotion depuis plus de dix ans.

Nos repères revendicatifs fédéraux proposent que les entreprises répondent aux besoins sociaux tout au long de la vie, par le biais d'aides directes que nous appelons le social d'entreprise : santé, logement, transports, restauration, formations à des activités culturelles ou artistiques, etc., et des Activités Sociales et Culturelles des CSE (Comités Sociaux Economiques). Aborder la question sous l'angle des droits sociaux perdus à la retraite peut permettre de mettre en lumière la nécessité de l'égalité des droits entre actif-ves et retraité-es.

Les retraités de notre section, ont toujours été dans l'action lors de différentes actions de mobilisation de l'année 2025, comme par exemple la distribution de tracts devant le bureau de poste de Lyon 8 Beauvisage, ainsi que devant le supermarché U proche de notre maison (pétitions pour une sécurité sociale intégrale, et pétitions pour la gratuité des parkings dans les hôpitaux de la métropole). Et nous étions bien sûr de toutes les manifestations.

Pour donner une note d'optimisme, une belle soirée fut organisée le 4 décembre 2025, pour fêter à la fois les 50 ans de notre Union Fédérale des Retraités FAPT, et les 50 ans de la création de notre Union Fédérale des Cadres. Cette année sera une année d'élections municipales, nous voyons déjà les appétits des représentants de l'extrême droite. En fait avec les différentes mesures antipopulaires prises par les gouvernements sous l'ère Macron, nous avons l'impression qu'un tapis rouge est déroulé pour le Rassemblement national et les autres composantes de l'extrême droite, mais ces partis ne sont pas du côté des travailleurs, et des retraités, il n'y a qu'à voir les différents votes au parlement européen, ainsi qu'à l'assemblée nationale.

Bien que le RN dise faire du pouvoir d'achat sa priorité absolue, il ment !

La CGT a condamné les violences ayant entraîné la mort du jeune Quentin, militant d'extrême droite à Lyon. Le travail d'enquête doit pouvoir être fait sereinement dans le respect de l'Etat de droit pour que justice soit faite. La CGT appelle les responsables politiques, le gouvernement et le président de la République à ne pas instrumentaliser ce drame. Et nous condamnons les menaces de mort contre les camarades de la CGT de la Ville de Lyon !

Pour 2026, nous repartons sur des bases que nous connaissons bien, une première manifestation le 8 mars journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Puis le 2 avril à l'initiative de l'UCR, ce sera une journée de mobilisation pour une augmentation des retraites, la protection sociale, et les services publics ; cette initiative a été reprise par les autres organisations syndicales du groupe des 9.

Et en 2026, nous avons le congrès de notre fédération du 20 au 24 avril. La CGT tiendra aussi son congrès du 1^{er} au 5 juin à Tours, nous pourrions évoquer lors d'une prochaine réunion des syndiqués nos attentes en tant que retraité-es et nos propositions pour faire évoluer notre CGT lors de ce 54^{ème} Congrès.

